



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saone, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAMOF**

403 Chemin des Carrières  
71430 Saint-Vincent-Bragny

Références : AC/NM/2026/C\_101  
Code AIOT : 0005400605

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SAMOF implanté 403 Chemin des Carrières Les Hauts de Champeaux 71430 Saint-Vincent-Bragny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été effectuée dans le cadre de la fin d'autorisation d'exploiter de la carrière le 22 septembre 2027 (fin d'extraction le 22 septembre 2026).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMOF
- 403 Chemin des Carrières Les Hauts de Champeaux 71430 Saint-Vincent-Bragny

- Code AIOT : 0005400605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile exploitée par la société SAMOF par arrêté préfectoral d'autorisation du 22 septembre 2003 pour une durée de 20 ans.  
La durée d'autorisation de la carrière a été prolongée de 4 ans par arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2022.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.5	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 2	Sans objet
2	Capacité de production	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.3	Sans objet
3	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5	Sans objet
4	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 18	Sans objet
5	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 20.1	Sans objet
6	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 21.1	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 22	Sans objet
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 24.2	Sans objet
9	Rejets d'eaux canalisés (en sortie du bassin de	Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	décantation)		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève uniquement des non-conformités relatives à la fréquence de surveillance de la qualité des eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Description des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 2																								
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Emprise autorisée																								
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé d'une carrière à ciel ouvert, d'une superficie de 14ha11a30ca sur les parcelles énumérées dans le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable de 160000 tonnes.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Commune</th><th>Section cadastrale</th><th>N° Parcelle</th><th>Surface autorisée</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Saint Vincent Bragny</td><td>AM</td><td>20</td><td>4ha59a00ca</td></tr> <tr> <td>Saint Vincent Bragny</td><td>AM</td><td>21</td><td>2ha13a60ca</td></tr> <tr> <td>Saint Vincent Bragny</td><td>AM</td><td>22</td><td>4ha88a00ca</td></tr> <tr> <td>Saint Vincent Bragny</td><td>AM</td><td>23 pp</td><td>60a00ca</td></tr> <tr> <td>Saint Vincent Bragny</td><td>AM</td><td>24</td><td>1ha90a70ca</td></tr> </tbody> </table>	Commune	Section cadastrale	N° Parcelle	Surface autorisée	Saint Vincent Bragny	AM	20	4ha59a00ca	Saint Vincent Bragny	AM	21	2ha13a60ca	Saint Vincent Bragny	AM	22	4ha88a00ca	Saint Vincent Bragny	AM	23 pp	60a00ca	Saint Vincent Bragny	AM	24	1ha90a70ca
Commune	Section cadastrale	N° Parcelle	Surface autorisée																					
Saint Vincent Bragny	AM	20	4ha59a00ca																					
Saint Vincent Bragny	AM	21	2ha13a60ca																					
Saint Vincent Bragny	AM	22	4ha88a00ca																					
Saint Vincent Bragny	AM	23 pp	60a00ca																					
Saint Vincent Bragny	AM	24	1ha90a70ca																					
<p><b>Constats :</b></p> <p>La parcelle n° 20 a fait l'objet d'une cessation en 2012.</p> <p>La surface totale de l'emprise est depuis de 95230 m<sup>2</sup>.</p> <p>Le reste est inchangé.</p>																								
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra à jour les données de surface de la carrière dans la déclaration GERE 2025.</p>																								
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																								

**N° 2 : Capacité de production**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tonnage total de matériaux à extraire est de 160 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 septembre 2003). La production brute moyenne annuelle de matériaux extraits est de 8 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).
<b>Constats :</b>  Les quantités annuelles extraites d'argile depuis 2022 sont de 8000 tonnes en 2022 et 2023 et 7000 tonnes en 2025. La quantité de gisement autorisée restante à extraire est de 36 000 tonnes (sur 160 000 tonnes autorisées à extraire).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les quantités de stériles extraites annuellement (terres végétales + limons sableux recouvrant le gisement recherché) sont à préciser dans les déclarations GEREP (enquête annuelle - partie production - TP1).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Phasage d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2022, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la carrière doit être effectuée selon le phasage en annexe. Les arbres et les haies qui délimitent les parcelles 20, 21 et 22 doivent être conservés. Une bande de terrain de 10 m doit être conservée du côté de l'extraction afin de ne pas endommager le système racinaire des arbres.
<b>Constats :</b>  L'exploitation est dans la phase 5 et s'effectue sur la parcelle n°22. Elle avance progressivement par tranche de 25 m en direction de la limite nord sur des surfaces non exploitées. Les arbres et les haies en limite d'emprise sont conservés. L'extraction est actuellement réalisée à plus de 10 mètres de la limite Est où sont présents une haie et des arbres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Distances limites et zones de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 18
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Distance d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces autorisées.
<b>Constats :</b>  Les bords supérieurs de l'excavation sont à au moins 10 mètres des limites de l'emprise autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 20.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décapage des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le décapage des terrains superficiels doit être limité aux besoins du phasage de l'exploitation. Il doit être réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère des stériles. Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Les terres doivent être stockées de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.
<b>Constats :</b>  Le décapage de surface et la découverte du gisement recherché sont effectués par bande de 25 m sur toute la largeur du front. Les terres végétales sont stockées provisoirement devant la surface exploitée sous forme d'un cordon dans l'attente de leur réutilisation pour recouvrir la tranche d'exploitation précédente. Les matériaux de découverte sous-jacents sont directement réutilisés après leur excavation pour combler l'excavation de la bande précédente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 21.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous des cotes définies dans le dossier. (2 mètres de découverte puis 2 mètres d'argile à extraire).
<b>Constats :</b>  Selon le dossier, l'extraction est réalisée sur une hauteur moyenne de 4 m décomposée en 2 m de

<p>découverte et 2 m d'argile.</p> <p>Selon le dernier plan d'exploitation relevé en septembre 2025, la cote minimale d'extraction est à 289 m NGF (au niveau du point bas aménagé pour l'évacuation des eaux de ruissellement). L'épaisseur d'extraction est d'environ 4 mètres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Plan d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan orienté à l'échelle de 1/1000 de la carrière.</p> <p>Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> </ul> <p>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé en septembre 2025 à l'échelle 1/500. Il comporte toutes les informations requises.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 24.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état du site consiste à restituer l'ensemble des surfaces exploitées au domaine agricole en redonnant aux terrains leur vocation initiale de prairies. Elle doit être conforme aux éléments du dossier de demande d'autorisation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- talutage en pente douce des fronts d'exploitation (voir annexe),</li> <li>- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,</li> <li>- évacuation des déchets,</li> <li>- régalage des zones extraites par matériaux stériles et terres végétales (en surface), le niveau final étant abaissé au maximum de 2 m,</li> <li>- végétalisation de la surface à base d'espèces prairiales locales.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant procède à la remise en état des surfaces exploitées au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation par bande de 25 m.</p> <p>Les surfaces exploitées sont remises en prairie et mises à disposition d'un exploitant agricole (en dehors des périodes d'exploitation de la carrière).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Rejets d'eaux canalisés (en sortie du bassin de décantation)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent, en toutes circonstances, sans dilution, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH compris entre 5,5 et 8,5 (norme NFT 90 008) ,</li> <li>• MEST inférieure à 35 mg/l (matière en suspension totale mesurée suivant la norme NFT 90 105),</li> <li>• DCO inférieure à 125 mg/l (demande chimique en oxygène sur effluent non décanté mesurée suivant la norme NFT 90 101),</li> <li>• hydrocarbures inférieurs à 5 mg/l (mesurés suivant la norme NFT 90 114).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant mesure périodiquement la qualité des rejets d'eaux du bassin de décantation des eaux de ruissellement des surfaces en exploitation.</p> <p>Les mesures effectuées en 2026 et 2024 (par le laboratoire LDA39) ne présentent pas de dépassement en MEST, DCO et hydrocarbures.</p> <p>Le rejet s'effectue dans le milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Prévention des pollutions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la température est inférieure à 30 °C ;</li> <li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;</li> <li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;</li> <li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces</p>



valeurs limites.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, toutes les eaux de ruissellement rejetées par voie canalisée dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites sur les paramètres fixés (pH, T°C, MEST, DCO et HCT). L'exploitant ne surveille pas régulièrement la qualité des eaux rejetées en sortie de l'aire étanche de ravitaillement en carburants (équipée d'un décanteur/séparateur d'hydrocarbures).</p> <p><b>Non conforme:</b> absence de résultats de mesures de la qualité des rejets d'eaux de ruissellement de l'aire étanche de ravitaillement en carburants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Toutes les mesures de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel sont à effectuer annuellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2003, article 28.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procède annuellement, à ses frais, au contrôle du rejet d'eau (en sortie du bassin de décantation) au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Les paramètres à mesurer sont la DCO, les MEST et les hydrocarbures. Les résultats de ce contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les éléments mis à disposition de l'inspection (résultats de mesures en 2026 et 2024), il n'y pas eu de mesures en sortie de bassin de décantation en 2025. L'exploitant n'a pas pu mettre à disposition de l'inspection de résultats de mesures des eaux de ruissellement en sortie de décanteur/séparateur d'hydrocarbures</p> <p><b>Non conformes:</b> Les mesures de la qualité des eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel ne sont pas faites annuellement en sortie de bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière. Les mesures de la qualité des eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel ne sont pas faites annuellement en sortie de décanteur/séparateur d'hydrocarbures.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les mesures de la qualité des eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel en sortie de décanteur/séparateur d'hydrocarbures sont à faire annuellement (au même titre que les autres rejets).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois